

5 POUR questions COMPRENDRE



FAUT-IL VRAIMENT CROIRE AU BIO ?





Le bio, une simple affaire de marketing ? Un prétexte pour faire grimper les prix ? Beaucoup de consommateurs s'interrogent : que garantit réellement le label agriculture biologique (AB) ? Peut-on lui faire confiance ?

Aujourd’hui, la moitié des Français estiment manquer d’informations sur la bio et ses véritables bénéfices pour la santé et l’environnement. Pire encore, 62 % pensent que c’est surtout un argument commercial. Face à la multitude de labels, difficile de s’y retrouver et de faire des choix éclairés.

Et pourtant, l’agriculture biologique a bien des atouts : elle protège notre santé, préserve la biodiversité, limite la pollution de l’eau et des sols, soutient une rémunération plus juste des agriculteurs et favorise l’emploi. Alors, info ou intox ? Ce livret passe au crible cinq grandes questions pour vous aider à y voir plus clair.

Bonne lecture

L’équipe de la Fondation pour la Nature et l’Homme



Sommaire

01

L'agriculture bio utilise-t-elle des pesticides ?

02

Les labels bio sont-ils uniquement des outils marketing ?

03

Pourquoi les produits bio sont-ils souvent plus chers ?

04

Quelles différences entre des produits bio français et bio espagnol ?

05

Peut-on nourrir le monde avec l'agriculture bio ?

Q1

L'AGRICULTURE BIO UTILISE-ELLE DES PESTICIDES ?

Pour tuer les ravageurs et lutter contre certaines maladies, l'agriculture biologique peut avoir recours à certains actifs naturels comme le vinaigre, le cuivre ou le bicarbonate de potassium.



Le cahier des charges de la bio préconise de les utiliser avec précaution, en dernier recours et uniquement en cas de menace avérée pour la culture. **Ces substances sont bien des pesticides, au sens où elles sont destinées à « tuer », mais leur agressivité sur la biodiversité et la santé est sans commune mesure avec les pesticides de synthèse utilisés en agriculture conventionnelle.**

Par ailleurs, pour nourrir les plantes, l'agriculture biologique bannit les engrains de synthèse, leur préférant le fumier, le compost, les purins de végétaux ou encore des méthodes comme l'agroforesterie, les couverts végétaux ou la rotation de cultures avec des légumineuses. Tout cela permet de fertiliser naturellement les sols.

Le saviez-vous ?

57 substances phytosanitaires sont autorisées en bio, en comparaison avec les 455 disponibles en Europe et autorisées en agriculture conventionnelle.¹



Rappel des impacts néfastes des pesticides et engrains de synthèse interdits en bio :

Les pesticides de synthèse interdits en bio...

- **Polluent les sols** : 80 à 98% des sols sont contaminés par les pesticides de synthèse².
- **Polluent l'eau (dont celle du robinet)** : 20% des Français consomment de l'eau avec un taux de pesticides au-delà des seuils autorisés³ !
- **Contribuent au déclin de la biodiversité** : 1/3 des oiseaux des milieux agricoles⁴ et près de 80% des insectes ont disparu en moins de 30 ans, en grande partie à cause de l'usage des pesticides de synthèse⁵.
- **Causent de maladies graves**, comme la maladie de Parkinson, d'Alzheimer ou des cancers, chez les agriculteurs ou toute autre personne pouvant être exposée à ces substances.

Les engrains de synthèse interdits en bio...

- **Réduisent notre souveraineté alimentaire** : plus de 80% des engrains de synthèse utilisés en France sont importés⁶.
- **Polluent l'eau et des sols** à cause des surplus de nutriments, non absorbés par les plantes.
- **Polluent l'air** en rejettant de l'ammoniac.
- **Contribuent au changement climatique** :
 - La fabrication d'une tonne d'engrais de synthèse en France émet en moyenne 2 tonnes d'équivalent CO₂ à cause du processus industriel et des énergies fossiles nécessaires à cette fabrication !
 - L'épandage des engrains de synthèse azotés est responsable de l'émission de protoxyde d'azote, un gaz environ 300 fois plus réchauffant que le CO₂, et représentant presque 30% des émissions du secteur agricole⁷.

O2

LE BIO EST-IL UN SIMPLE OUTIL MARKETING ?

Non, son cahier des charges très strict apporte bien des garanties solides aux consommateurs.



Contrairement à d'autres labels, le label AB/Eurofeuille possède un cahier des charges très stricte. Pour commercialiser des produits biologiques, tous les opérateurs de la filière (agriculteur, coopérative, transformateur, importateur, exportateur, distributeur) doivent certifier leur activité et sont régulièrement contrôlés pour assurer le respect du cahier des charges.

Le contrôle annuel obligatoire a lieu sur place et au moins 10% de ces contrôles sont effectués par surprise. Des analyses annuelles d'échantillons sont également effectuées au minimum pour 5% des opérateurs bio.

Le label AB ne doit pas être confondu avec une multitude d'autres démarches alimentaires (labels, marques privées, etc.), plus ou moins exigeantes.

Quelles sont les démarches basées sur le cahier des charges du label agriculture biologique ?

Ces labels ont choisi de s'appuyer sur le cahier des charges AB. Certains renforcent des critères, comme le bien-être animal et la rémunération des agriculteurs.



Quelles sont les démarches qui ne respectent pas le cahier des charges de l'agriculture biologique ?

Ces initiatives vantant des bienfaits environnementaux entrent souvent en concurrence avec les démarches basées sur l'AB, car elles sont généralement plus abordables notamment du fait de la moindre exigence de leur cahier des charges.



Q3

POURQUOI LES PRODUITS BIO SONT-ILS SOUVENT PLUS CHERS ?

Plusieurs facteurs expliquent les surcoûts liés au mode de production en agriculture biologique : les exigences du cahier des charges du label AB, les frais de certification et de contrôle, et les surmarges des distributeurs effectuées dans certains cas.



1. Les exigences du cahier des charges du label AB :

- Ne pas utiliser de pesticides et d'engrais de synthèse, entraîne des rendements en moyenne plus faibles qu'en agriculture conventionnelle et exige aussi plus de main d'œuvre : une ferme en bio génère en moyenne 30% d'emplois en plus qu'une ferme conventionnelle⁸ !
- Les fermes bio, généralement plus petites que les fermes conventionnelles, ne bénéficient pas du même amortissement des coûts de production permis par la production de gros volumes.

2. Les frais de certification et de contrôle : pour 1 euro de produit bio acheté, le consommateur contribue à hauteur de 0,5 centime⁹.

3. Les surmarges des distributeurs effectuées dans certains cas. Selon l'UFC Que Choisir, ces surmarges expliquent jusqu'à 46% du surcoût des fruits et légumes bio¹⁰.

Mais attention, les produits conventionnels cachent leur vrai coût à la société !

Ils sont beaucoup moins chers qu'ils ne devraient vraiment l'être ! En réalité, le consommateur paie trois fois son alimentation conventionnelle : à la caisse du supermarché et à travers ses impôts pour contribuer au budget de la politique agricole commune et absorber les "coûts cachés" qui ne sont pas inclus dans le prix des produits comme la dépollution de l'eau liée à l'usage de pesticides de synthèse (environ 1,3 milliards d'euros par an¹¹) et les dépenses de santé (40 millions d'euros/an est dépensé chaque année en France pour traiter les maladies subies par les agriculteurs liées à l'exposition des pesticides)¹².

Le saviez-vous ?

L'écart entre les produits bio et les produits conventionnels se réduit de plus en plus avec l'inflation, car celle-ci a été moins importante sur les produits bio (+7,7% contre +11,8% sur les produits conventionnels).

La raison : les fermes bio sont moins dépendantes des intrants extérieurs (alimentation animale, pesticides, engrais) et sont donc moins impactées par les variations des cours mondiaux.

Comment acheter bio à budget égal ou similaire ?

Le différentiel de prix entre les produits biologiques et conventionnels peut varier en fonction du régime alimentaire adopté par les consommateurs.

Quelques astuces :

- Augmenter le nombre de repas végétariens dans la semaine.
- Privilégier les produits bruts, de saison et en vrac.
- Acheter en circuit court lorsque c'est possible (La Ruche qui dit Oui !, Réseau Amap, vente directe chez le producteur, Locavor, drive fermier, etc.).
- Télécharger des applications anti-gaspi (Phenix, Too Good to Go)
- Commander en ligne auprès de réseaux de distribution engagés (La Fourche, Kazidomi)
- Consommer des fruits et légumes « moches », hors-calibre (Bene Bono)
- Toujours comparer les prix au kilo.

Quelles politiques publiques pour rendre la bio plus accessible ?

Quelques propositions de la FNH :

- Assurer la transparence et l'encadrement des marges des industriels et des distributeurs sur les produits biologiques.
- Renforcer le soutien financier aux expérimentations permettant de faciliter l'accès aux produits durables (ex : chèque-alimentaire durable ; distribution de paniers bio gratuits).
- Inciter davantage la restauration collective et commerciale à augmenter leur offre de produits biologiques.
- Mettre en place une bonification des ticket-restaurants lorsqu'ils sont utilisés pour acheter des plats/produits biologiques.

Découvrir toutes nos propositions

04

QUELLES DIFFÉRENCES ENTRE DES PRODUITS BIO FRANÇAIS ET BIO ESPAGNOL ?

Il n'existe plus de différence entre le label bio français et le label bio d'autres pays de l'Union européenne (UE), depuis janvier 2009.



Le cahier des charges est le même en France, en Espagne et dans l'ensemble de l'Union européenne et a même été durci, par exemple en interdisant les productions hors-sol, et des contrôles anti-fraude ont été renforcés.

Malgré cela, une partie de la production de légumes bio espagnol, notamment dans le sud de l'Espagne, dans la province d'Almeria, Murcia et Huelva, n'est pas exempt de controverses.

En cause :

- Les conditions de travail sont souvent précaires avec des travailleurs agricoles non déclarés¹³,
- Les milliers d'hectares couverts de serres surnommée "la mer de plastique". Si ces serres ne sont pas chauffées l'hiver grâce à un ensoleillement de 11 mois par an, elles causent de graves dégâts environnementaux, comme la pollution plastique ou l'assèchement des fleuves à cause du recours massif à l'irrigation (50 litres d'eau sont nécessaires pour faire pousser 1 kilo de tomate¹⁴).

**Consultez le calendrier
de fruits et légumes de saison**

Quid du bio extra-européen ?

Aujourd'hui, il existe des accords d'équivalence entre les produits bio européens et ceux des pays non-membres de l'UE, même si parfois les certifications bio nationales des pays tiers ont des exigences moins élevées.

Cependant, l'Union européenne prévoit que, d'ici 2027, tous les produits bio importés provenant de pays extra-européens devront strictement respecter les normes européennes. Un renforcement des contrôles est également mis en place pour contrôler davantage les produits au départ des pays exportateurs et à l'arrivée dans l'UE.

Q5

PEUT-ON NOURRIR LE MONDE AVEC L'AGRICULTURE BIO ?

C'est possible,
mais à certaines conditions :
réduire notre consommation de viande,
diminuer le gaspillage alimentaire,
et opter pour l'agroécologie !



Il est vrai, qu'en moyenne, l'agriculture biologique a des rendements environ 20% inférieurs à ceux de l'agriculture conventionnelle¹⁵.

Cependant, de nombreuses études ont démontré qu'il est possible¹⁶ de produire 100% bio tout en répondant aux besoins alimentaires de la population (européenne¹⁷ ou mondiale¹⁸), et sans forcément augmenter les surfaces agricoles.



3 conditions sont à remplir :

1

Changer de régime alimentaire en diminuant sa consommation de produits animaux. En effet, les animaux sont les premiers consommateurs de céréales en France¹⁹ et 70% des terres cultivables de la planète sont actuellement utilisées pour nourrir les animaux d'élevage²⁰. Ainsi, une diminution de la consommation de protéines animales entraînerait une économie de céréales, et donc de terres agricoles. Cela permettrait de produire, sur ces mêmes terres, davantage d'alimentation humaine.

2

Réduire le gaspillage alimentaire. Selon la FAO, un tiers de la production alimentaire destinée à l'alimentation humaine est gaspillée²¹. Si nous réduisons ce gaspillage, nous pouvons donc nous permettre de réduire notre production alimentaire.

3

Appliquer les principes de l'agroécologie, comme les rotations/associations de cultures intégrant des légumineuses fixatrices d'azote, les couverts végétaux ou la polyculture-élevage. Ces techniques permettent notamment de fertiliser naturellement le sol et donc de se passer des engrains azotés de synthèse.

Par ailleurs, il faut savoir que l'écart de rendement entre l'agriculture biologique et conventionnelle dépend fortement du type de production et des zones géographiques²². Dans certaines régions, le passage en AB peut même parfois augmenter les rendements. Pourquoi ? Selon le GIEC, les pratiques agroécologiques réduisent le risque de réduction des rendements agricoles provoquée par des dérèglements climatiques. Ainsi, produire bio est un moyen d'assurer notre production alimentaire future !

Le saviez-vous ?

Selon le GIEC, les pertes de récoltes ont triplé en Europe au cours des 50 dernières années à cause des vagues de chaleur, des sécheresses et de la variabilité des précipitations, et ces pertes continueront à augmenter si nous ne faisons rien.

Sources :

- (1) Agence bio
- (2) Itab, Colloque ["Externalités de l'Agriculture Biologique"](#) - Ouverture du colloque et cadre méthodologique
- (3) Le Monde 2022
- (4) Plos One, [More than 75 percent decline over 27 years in total flying insect biomass in protected areas](#)
- (5) Nature France
- (6) Ministère de l'agriculture, [Les indicateurs de souveraineté alimentaire et agricole](#)
- (7) Itab, [Quantification des externalités de l'agriculture biologique](#)
- (8) Ministère de l'agriculture, [Infographie - L'agriculture biologique \(chiffres 2023\)](#)
- (9) Agence bio, [Infographie - Le Bio 100% sous contrôle](#)
- (10) Que Choisir, [Les sur-marges de la grande distribution](#)
- (11) Générations futures, [Pesticides dans l'eau du robinet](#)
- (12) Le Basic
- (13) Le Monde, [En Andalousie, plongée dans l'enfer des serres de tomates bio](#)
- (14) *ibid*
- (15) Marc Benoit, Marc Tchamitchian, Servane Penvern, Isabelle Savini, Stephane Bellon. Le Bio peut-il nourrir le monde ?, 9. Journées de recherches en sciences sociales (JRSS), Société Française d'Economie Rurale (SFER). FRA.; Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD). FRA.; Institut National de la Recherche Agronomique (INRA). FRA.; Université de Lorraine (UL). FRA., Dec 2015, Nancy, France, hal-02744182
- (16) Étude publiée en 2012 dans One Earth dans laquelle le CNRS et plusieurs universités d'Europe démontrent qu'un système agro-alimentaire bio permettrait de nourrir la population de l'Europe attendue d'ici 30 ans. Étude publiée en 2017 dans laquelle des chercheurs affirment qu'il serait possible de nourrir plus de 9 milliards d'êtres humains en 2050 avec 100 % d'agriculture biologique sans augmenter la superficie de terres agricoles et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.
- (17) One Earth, [Reshaping the European agro-food system and closing its nitrogen cycle: The potential of combining dietary change, agroecology, and circularity](#) • IDDR, [Agroécologie et neutralité carbone en Europe à l'horizon 2050 : quels enjeux ?](#)
- (18) Nature communications, [Strategies for feeding the world more sustainably with organic agriculture](#)
- (19) Intercéréales, [L'alimentation animale en chiffres](#)
- (20) Tout sur la bio, [L'agriculture biologique pourra-t-elle nourrir l'humanité ?](#)
- (21) Le Monde, [Chaque année, 1,3 milliard de tonnes de nourriture gaspillée](#)
- (22) Ponisio, L.C., M'Gonigle, L.K., Mace, K.C., Palomino, J., de Valpine, P., Kremen, C., "Diversification practices reduce organic to conventional yield gap". Proc Biol Sci. 2015 Jan 22;282(1799):20141396.

**Pour notre santé,
la planète et
les agriculteurs,
l'agriculture bio offre
de nombreux bénéfices
et représente l'un
de nos principaux
atouts pour réussir la
transition écologique !**





Pour la santé

88 % des produits bio sont exempts de résidus de pesticides quantifiables²³.

Une consommation riche en produits bio peut limiter de 25 % le risque de cancers²⁴.

Seulement 58 additifs sont autorisés dans les produits transformés certifiés bio contre 320 en conventionnel, tandis que les colorants synthétiques, les arômes chimiques et les exhauseurs de goût sont tous interdits.



Pour le bien-être animal

La réglementation en AB impose des normes plus élevées en matière de bien-être animal : accès à l'extérieur, limitation des surfaces par animal, limitation de certaines mutilations et des douleurs associées.



Pour l'emploi et les circuits courts

L'AB crée en moyenne 30% d'emplois en plus²⁵, car elle nécessite davantage de main d'œuvre pour la production, mais aussi pour la vente directe. En effet, plus d'une ferme bio sur 3 fait de la vente directe²⁶ !



Pour le climat

Les productions végétales AB émettent -50% d'émissions²⁷ de gaz à effet de serre par unité de surface par rapport aux productions conventionnelles (notamment grâce à la non-utilisation d'engrais de synthèse).

Les élevages biologiques ne contribuent pas aux émissions liées à l'importation de soja issu de la déforestation (très utilisé dans l'élevage intensif), car ils produisent la grande partie de l'alimentation animale sur place.

L'AB permet un meilleur stockage de carbone dans les sols (grâce à la rotation de cultures, l'élevage en plein air sur des prairies permanentes et la préservation d'arbres et des haies).



Pour la biodiversité

Les parcelles en bio ont une biodiversité bien supérieure en nombre (+32%) et en diversité d'espèces (+23%).



Pour l'eau et les sols

La non-utilisation de pesticides et d'engrais de synthèse préserve la faune et la flore aquatiques.

Les sols en AB concentrent en moyenne entre -30 et -55% de résidus de pesticides et dans des teneurs bien moindres (de -70 à -90%).



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

Dépasser les clivages, inspirer les courages

AGISSEZ AVEC LA FNH

You avez aimé ce livret ?

Partagez-le avec vos proches !

 SUR WHATSAPP

 PAR EMAIL

Et retrouvez toutes nos actions sur

WWW.FNH.ORG

Créeée en 1990, la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH) est convaincue que préserver la nature c'est garantir un avenir désirable à tous les êtres humains. Pour y parvenir, elle démontre les bénéfices que nous avons tous à protéger le climat et la biodiversité car notre santé, notre bien-être, la prospérité économique, la justice sociale et toutes les autres dimensions de nos vies en dépendent.

Grâce à une expertise scientifique et technique forte et à des alliances au-delà des clivages, la Fondation pour la Nature et l'Homme s'adresse conjointement aux décideurs politiques, aux responsables économiques, aux acteurs des territoires et au grand public pour prouver qu'il est possible, et dans l'intérêt individuel et collectif, de produire et de se nourrir dans le respect de la planète, de réconcilier nos modes de vie avec la préservation de la nature et de décarboner nos modes de transport. Elle les encourage à agir et leur donne les moyens de réussir.